

Les rebelles albanais refusent de déposer les armes

Dans Saranda insurgée, un ancien colonel de l'armée tente de discipliner un soulèvement anarchique. L'Union européenne appelle le président Berisha à reporter « le plus longtemps possible » une intervention militaire

En dépit de l'appel lancé aux insurgés par le pouvoir albanais pour qu'ils déposent les armes avant dimanche 9 mars au matin, les rebelles du Sud n'y semblaient pas disposés en fin de semaine. Un de leurs leaders dans

la ville de Vlora, Albert Shyti, a déclaré, vendredi 7 mars : « Nous répondrons à ceux qui nous attaquent de la même manière. » De Saranda, notre envoyé spécial Rémy Ourdan rapporte que l'état d'esprit est aussi à la ré-

sistance contre une éventuelle offensive de l'armée. Toute la région sud, à l'exception de la ville de Gjirokaster, paraît échapper au contrôle de Tirana, et les insurgés sont persuadés que les soldats désertent plutôt

que d'obéir à un ordre de répression. L'Union européenne a appelé le président Berisha à différer le plus longtemps possible une intervention armée et à convoquer des élections anticipées.

SARANDA
(sud de l'Albanie)
de notre envoyé spécial

La nuit tombe sur la baie de Saranda. Sur la place centrale, la foule se disperse, des ombres grimpent les rues étroites et ne s'attardent guère autour des maisons. Une

REPORTAGE

« Nous ne sommes pas des rebelles. (...) Nous sommes un peuple en armes »

journée de rébellion s'achève. On commente les dernières informations parvenues de la capitale, Tirana : des tirs de kalachnikov retentissent encore. Aux carrefours stratégiques, autour de Saranda et dans les montagnes, les combattants rabattent les capotes et enfilent leurs gants, un doigt toujours sur la détente du fusil d'assaut. Les nuits sont encore froides en ce mois de mars.

Les journées à Saranda sont rythmées par l'évolution de l'insurrection, les accrochages dans les campagnes, les assemblées populaires et les rafales lâchées par les enfants-soldats. La journée du vendredi 7 mars est consacrée à l'appel lancé par le président, qui propose d'amnistier les rebelles s'ils rendent les armes d'ici à dimanche 9 mars au matin. « A bas le dictateur ! A bas le dictateur Berisha ! », répondent en chœur les gens. Chaque matin, le « Conseil des insurgés » vient haranguer la foule. Il est hué ou applaudi – souvent applaudi. « Nous sommes un peuple en armes », insistent les rebelles.

L'hymne albanais est diffusé par de vieux haut-parleurs, devant l'an-

cienne mairie, dont les élus du Parti démocratique (au pouvoir) ont été destitués. Trois mille personnes se recueillent, puis un soldat au foulard coloré relève son kalachnikov et tire une longue rafale. Les chefs du « Conseil des insurgés » le prient de calmer ses ardeurs. Le discours commence. « Nous exigeons la nomination d'un gouvernement technique, l'organisation d'élections parlementaires, la démission du directeur de la radio-télévision d'Etat, l'absence de poursuites judiciaires contre les soldats qui ont rejoint nos rangs, l'amnistie pour les insurgés et la levée de l'état d'urgence », clame un porte-parole. « A bas le dictateur ! », chante la foule. « Nous ne rendons pas nos armes ! » Saranda veut, en fait, obtenir la démission du président de la République d'Albanie.

MILICES POPULAIRES

Ceux que le pouvoir appelle les « bandits rouges », les « terroristes soutenus par des services secrets étrangers », ont des airs de milices populaires. Les hommes ont tous des armes et sont soutenus par leur femme. Si certains habitants condamnent la destruction d'édifices publics, aucun ne se prononce contre la rébellion. Des mères craignent pour la vie de leurs enfants, mais elles comprennent l'objectif de leur lutte.

« Nous ne sommes pas de vrais rebelles, juste des enfants du peuple qui combattent pour la démocratie, déclare Xhevat Kopsiq, le chef d'état-major des insurgés. Nous avons vécu cinquante ans sous un régime communiste très rude, et le pouvoir actuel ne respecte pas les règles démocratiques ; nous ne pouvons plus accepter une dictature. » M. Kopsiq, cinquante ans, est un ancien colo-

nel de l'armée albanaise. Il a commandé une division d'infanterie. Dès les premiers incidents, il est allé sur les routes afin de coordonner les positions rebelles. « J'ai une expérience militaire, une conscience politique et je souhaite éviter qu'il y ait des morts, dit-il. Les jeunes m'ont prié de devenir leur commandant. »

M. Kopsiq tente d'insuffler une certaine discipline dans les rangs rebelles de Saranda. Il ordonne que les combattants ne portent plus de masques et que les enfants livrent les armes à leurs aînés. A la fin de

roaster afin d'affronter l'armée gouvernementale. Xhevat Kopsiq s'engouffre dans une voiture et va parlementer. « Ils ont annulé l'opération, dit-il. C'est aux gens de Gjirokaster de se soulever s'ils estiment que la cause est juste. »

Le chef militaire de l'insurrection de Saranda a discuté avec Sali Berisha, mercredi 5 mars, par téléphone. « Je l'ai informé que le peuple réclame sa démission et combattra jusqu'à la victoire finale ! Il n'a pas été d'accord... » Alors, les insurgés, qui espéraient que l'armée alba-

Une traversée du sud de l'Albanie dément rapidement les affirmations du pouvoir, qui indique que Saranda et Vlora sont des forteresses rebelles encerclées. En fait, le sud du pays est entièrement aux mains de la rébellion. L'armée et la police ont été défaits ou ont rallié les rebelles. Seuls la ville de Gjirokaster et le sud-est du pays demeurent sous contrôle gouvernemental.

Dans Gjirokaster, les soldats de dix-huit ans qui montent la garde, détendus auprès de leurs chars d'assaut, n'ont aucune envie de combattre. S'ils étaient attaqués, ils déserteraient. « L'armée n'attaquera pas le peuple », dit-on en région insurgée. Xhevat Kopsiq indique que seules des infiltrations de la police secrète de Sali Berisha lui font peur.

TENSION EXTRÊME

Des centaines de barrages ont été érigés sur les routes de la région par de jeunes insurgés excités. Le kalachnikov tournoyant, ils arrêtent les intrus et prennent parfois en chasse des « suspects ». Les lunettes de soleil, les bandeaux rouges et les capotes noires sont leurs accessoires favoris : leur torse est barré de chargeurs pour fusil d'assaut et ils portent des sacs de munitions dans le dos. Il y a cinq jours, ils ont intercepté une voiture avec quatre agents de la police secrète à bord. L'un est parvenu à s'enfuir, deux autres ont été blessés, le dernier a été brûlé vif.

« Nous avons peur de la police secrète, dit une femme. A Saranda, ces hommes du Nord, la région de Sali Berisha, régnaient en maîtres ; ils arrêtaient, battaient et rackettaient la population. » Si la furie populaire a été déclenchée par la fermeture des sociétés d'emprunt pyramidales, l'obsession de l'argent est aujourd'hui presque envolée. « La population veut être remboursée à 100 %, dit une femme. Mais elle préférerait que Berisha quitte le pouvoir. »

La nuit tombe sur la baie de Saranda. Les hommes de la mafia, qui profitent de l'insurrection sans apparemment la contrôler, disparaissent en Mercedes. Les rebelles rejoignent les sommets, d'où ils lancent des opérations nocturnes afin de capturer un tank ou de piller une caserne isolée. Les crans d'arrêt des kalachnikov sont levés, les fleurs plantées dans les canons sont enlevées. Ce n'est pas encore la guerre dans le sud de l'Albanie, c'est l'anarchie. La tension est extrême. Et chacun regarde vers la mer, vers l'île de Corfou, distante de 7 kilomètres. L'île de Corfou ou l'éventuel chemin de l'exode, tant la peur d'un retour des hommes de Tirana est forte. Rien que cette peur peut entraîner la population très loin dans la rébellion, sans même parler de l'exaltation de l'insurrection.

Rémy Ourdan

Les Européens appellent à de nouvelles élections

L'Union européenne a appelé, vendredi 7 mars, à de nouvelles élections pour résoudre la crise et exhorté le président Sali Berisha à reporter « le plus longtemps possible » une intervention armée contre les rebelles du Sud. Contrairement à ce qu'avaient déclaré la veille le ministre néerlandais des affaires étrangères, Hans Van Mierlo, et le premier ministre grec, Costas Simitis, le président albanais ne semblait pas encore résolu, vendredi, à convoquer des élections anticipées. « Je pense qu'en temps voulu le président se décidera à faire ce qui doit être fait », a estimé M. Van Mierlo, en visite à Tirana. Il a souhaité en outre que l'opposition albanaise cesse son boycottage du Parlement et « utilise toute l'influence dont elle dispose » pour mettre fin aux violences. Le pouvoir a accusé l'opposition d'avoir encouragé à des fins politiques les troubles dans le sud du pays en proie à l'insurrection. - (AFP)

l'assemblée populaire, un homme, qui tient son fusil entre ses jambes, une fleur rouge plantée dans le canon, presse sur la détente. Des pétales virevoltent au-dessus des têtes. Xhevat Kopsiq s'élançait de la tribune. « J'ai demandé qu'on ne tire plus sans raison », dit-il. Après une brève bousculade avec le jeune combattant, des hommes lui arrachent le fusil.

Une heure plus tard, un rumeur parcourt la ville : les soldats d'un village voisin vont marcher vers Gji-

roaster afin d'affronter l'armée gouvernementale. Ils sont fortement armés, après le pillage de la base navale, de dépôts d'armes, de commissariats de police. Dans un rayon de 30 kilomètres, ils disposent de navires de guerre, de chars d'assaut, de canons et de mitrailleuses lourdes. « Nous avons achevé d'organiser nos positions dans les montagnes, confirme M. Kopsiq. Une action offensive de l'armée serait vite découverte et arrêtée. »